

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité
pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Edition française du journal *Zeit-Fragen*

La sécurité alimentaire est importante, même en temps de paix

«Ceux qui veulent assurer la sécurité alimentaire
au moyen d'alliances sont à la merci des autres pays»

par Hermann M. Dür

hd. L'agriculture indépendante et la souveraineté alimentaire sont deux des recommandations du Rapport sur l'agriculture mondiale qu'il faudra rappeler constamment jusqu'à ce que les politiques les mettent en application. L'article d'Hermann Dür ci-après, montre que la sécurité alimentaire est importante pour la politique de sécurité non seulement dans l'hypothèse d'une guerre mais aussi en temps de paix. Dür montre à quel point un pays devient dépendant lorsqu'il doit importer des produits alimentaires parce qu'il n'est plus en mesure d'assurer l'approvisionnement de base de sa population. Quoi qu'on pense du gouvernement Bush, il avait, en 2001, formulé le problème sans équivoque: «Pouvez-vous imaginer un pays incapable de produire suffisamment de nourriture pour sa population? Ce pays s'exposerait à d'importantes pressions internationales. Il serait en danger. C'est pourquoi, quand nous parlons d'agriculture, nous parlons en réalité de sécurité nationale.»

Dans son article, Dür insiste sur la sauvegarde de l'indépendance (art. 2 de la Constitution fédérale) et la défense globale du pays qui lui est liée conditionne la sécurité alimentaire. Mais celle-ci est de plus en plus en danger. Abolir tous les droits sur les produits agricoles, ces régulateurs essentiels du degré d'autosuffisance, pourrait compromettre sérieusement la sécurité et une analyse indépendante des risques pourrait indiquer l'ampleur du danger.

Chez nous, la sécurité alimentaire est une évidence. L'absence presque séculaire de catastrophes alimentaires¹ dans notre pays nous a fait oublier les risques. La dernière famine en Suisse a eu lieu en 1919. Or certains clignotants commencent à s'allumer. Aujourd'hui déjà, le changement climatique, avec ses sécheresses et ses inondations, compromet de plus en plus les récoltes,² comme l'ont montré les mauvaises récoltes mondiales de 2007. Les restrictions à l'exportation de plus de 40 pays³ montrent que des partenaires com-



Il est dangereux d'adapter la sécurité alimentaire au fonctionnement du commerce international. Dans un proche avenir, la pénurie de pétrole et la pollution de l'environnement vont poser de sérieux problèmes aux transports internationaux et cela entraînera de graves conséquences lorsque les infrastructures alimentaires locales auront été abandonnées parce qu'elles n'étaient pas rentables. (photo thk)

merciaux peuvent faire défaut et aucune interdiction au monde ne peut empêcher cela en cas de famine. La FAO se demande comment on pourra nourrir 9 milliards de personnes en 2050 et d'où vont venir les céréales qu'exigent les nouvelles habitudes alimentaires de l'Asie (1 kg de viande = 10 kg de blé fourrager).

Pénuries futures²

La consommation de viande, qui dépend fortement du niveau de revenus, par exemple dans la Chine très peuplée, devrait augmenter de façon durable, comme le suggèrent les pronostics de l'évolution des revenus par tête d'habitant. Dans le magazine *Foreign Policy*, le professeur d'économie américain Robert Fogel estime qu'il va passer à l'équivalent de 85 000 francs d'ici à 2040, le double de ce qu'il sera en France.⁶

Et la FAO se demande comment le Nord va nourrir les réfugiés chassés par les catastrophes écologiques, la pauvreté et la faim prévisibles tandis que l'urbanisation, la pénurie d'eau et l'érosion des sols font disparaître de plus en plus de terres cultivables, que l'on utilise des céréales pour faire de l'essence, que l'on se livre à la surpêche dans les mers et que les immunologues s'attendent à une augmentation de la présence d'agents pathogènes endémiques dans la nourriture à la suite de la hausse des températures et de la globalisation.⁷ La Bourse confirme que «la pénurie des matières premières agricoles offre des possibilités variées d'investissement» (prospectus d'une banque)⁸ et renforce la tendance en spéculant sur les céréales.⁹ Le marché financier réagit également: à titre préventif, pour leurs besoins futurs, les pays riches achètent à des pays pauvres des millions d'hectares de terres arables («land grapping» = accaparement de terres).¹⁰

Problèmes de transports

Dans un proche avenir, la pénurie de pétrole¹¹ et la pollution de l'environnement vont poser de sérieux problèmes aux transports internationaux et cela entraînera de graves conséquences lorsque les infrastructures alimentaires locales auront été abandonnées parce qu'elles n'étaient pas rentables. Leur rétablis-

sement est souvent impossible ou prend des décennies.

Problèmes posés par les systèmes complexes

L'ennemi de tout système ou de tout circuit de régulation, ce sont les instabilités. La complexification de notre monde et les réseaux globaux ont créé des formes d'instabilité très diverses. La complexification prend des aspects écologiques, technologiques, économiques et sociaux et en vertu de la globalisation, des problèmes locaux peuvent prendre immédiatement des proportions internationales. Il serait donc dangereux de croire qu'ils ne peuvent que prendre la forme de conflits armés, car ce serait négliger toutes les autres formes d'instabilité plus probables.

Plus un système est complexe, plus il est vulnérable. Et dans les systèmes ouverts, les problèmes peuvent se multiplier car les éléments du système peuvent être influencés de l'extérieur et par des circuits de réglementation supérieurs. Si le système ne peut pas réagir assez rapidement (par exemple parce que la nature ne peut pas produire suffisamment vite les plantes ou les animaux nécessaires à sa correction), il devient instable.¹² Aussi est-il dangereux d'adapter la sécurité alimentaire au fonctionnement du commerce international.¹³

Signalons ici que dans la politique alimentaire des autorités, des associations et des grandes entreprises, les problèmes potentiels du système, dont fait partie la question de la dépendance, sont beaucoup trop rarement abordés, comme auparavant ceux du secteur financier.

Historiquement parlant, il est intéressant de noter qu'au XIX^e siècle, en Angleterre, les partisans du libre-échange enseignaient que l'intensification du commerce augmenterait la sécurité et par conséquent réduirait le budget de la défense. Or c'est l'inverse qui fut le cas: en 1878, on réintroduisit les droits de douane et les dépenses militaires augmentèrent considérablement en Europe.¹³

Aujourd'hui, la vulnérabilité du système a en outre un aspect cybernétique:¹⁴ La globalisation fait que lorsque l'on dépasse certains

degrés d'interconnexion,¹⁵ on provoque des effets de bascule¹⁶ déstabilisants (effet papillon de la théorie du chaos, crise bancaire, crise alimentaire mondiale de 2007, etc.). Le degré d'interdépendance internationale de la Suisse est extrême. Selon l'indice de globalisation KOF de l'EPFZ, la Suisse occupe en moyenne le 4^e rang sur un total de 200 pays en matière d'interdépendances globales économiques, sociales et politiques.

La *Neue Zürcher Zeitung* du 23 janvier a présenté cette liste comme un palmarès, considérant le haut degré d'interdépendance comme une chose positive, mais sans justifier théoriquement cette hypothèse implicite. Il existe actuellement des indices théoriques et empiriques qui montrent que l'importance du degré d'interdépendance dépend de la situation. Le caractère positif du haut degré d'interdépendance de la Suisse est donc incertain. Il est toutefois certain que cette évidence empirique est en totale contradiction avec l'idée d'une Suisse «repliée sur elle-même» ou même celle d'une «mentalité de hérisson». (Et contrairement à ce que l'on pense généralement, la Suisse est le pays au monde qui importe le plus de produits alimentaires par habitant.¹⁵)

L'accumulation d'événements extrêmement peu probables comme le 11-Septembre, les pirates somaliens, la crise financière et la fin brutale du secret bancaire sont considérés comme des symptômes de globalisation et de complexification.¹⁷ Plus un système d'approvisionnement devient complexe, plus il est vulnérable.¹⁸

Les luttes modernes pour la suprématie profitent souvent de la vulnérabilité.¹⁹ L'interruption du transit du gaz à travers l'Ukraine ou la brutale instrumentalisation de notre dépendance financière globale en sont actuellement les preuves. La dépendance dans les domaines d'importance vitale permet à certains pays, organisations internationales, grands groupes, etc. de faire pression pour obtenir des concessions juridiques, des données, le sacrifice de marchés, etc.²⁰

Le secteur financier a ignoré beaucoup trop longtemps les problèmes de dépendance dans des domaines vitaux. Nous payons maintenant des milliards à cause de cela et cherchons des solutions.²¹

Le caractère synchronique de la crise des banques au niveau mondial est un exemple typique de la globalisation, c'est-à-dire d'une mise en réseaux irréfléchie. Maintenant on sait généralement que le renoncement temporaire radical à l'économie de marché a empêché un effondrement total et la critique, méprisée auparavant, des dérégulations, de l'optimisation des profits et de la globalisation est devenue une évidence quotidienne.²¹

Le secteur alimentaire ne devrait pas répéter cette erreur. En effet, que va-t-il se passer si l'on utilise des produits alimentaires de base comme un moyen de pression encore plus puissant?²²

La théorie du pouvoir en économie part de l'idée que les biens économiques peuvent être utilisés à des fins de suprématie: «Le pouvoir économique consiste dans les efforts visant à faire céder les autres à notre volonté par des moyens économiques.»²² Dans le débat anglais du XIX^e siècle sur le libre-échange, les Tories mettaient en garde: L'abolition des droits de douane sur les céréales tuera l'agri-

Hermann M. Dür



Originaire de Burgdorf, Hermann M. Dür a étudié la gestion d'entreprise à l'Université de Saint-Gall et obtenu une licence en économie. En 1989, il a effectué une formation de technicien meunier, également à Saint-Gall, et est entré dans l'entreprise familiale (6^e génération) qu'il dirige maintenant depuis 20 ans.

La Hermann Dür AG a trois secteurs d'activité: Elle exploite une minoterie de blé tendre, possède une filiale, les entrepôts Lagerhaus AG Buchmatt ainsi que d'autres services logistiques et produit de l'énergie durable dans sa centrale hydroélectrique.

H. M. Dür est président du conseil d'administration de Profarin AG, qui possède 6 minoteries bernoises, il siège au Comité de la Mühlingenossenschaft de Berne et a été, de 1991 à 2006, membre du Comité de la Getreide- und Produktbörse Bern.

«Vaincre la famine mondiale est ...»

suite de la page 3

encore suffisamment de nourriture pour la population mondiale qui augmente mais en principe, cela serait possible.

Mais la faim ne cesse d'augmenter dans le monde. Il y a 4 ou 5 ans, on comptait encore 800 millions de personnes souffrant de la faim ou sous-alimentées. Depuis, ce chiffre a augmenté de presque 100 millions. Quant à savoir si l'on viendra à bout du problème est une autre question. Pour moi, considérer la faim et l'approvisionnement en eau dans le monde comme un problème central est une question d'éthique. Certains pensent que comme la Terre est déjà surpeuplée, le problème se réglera tout seul. Pour moi, ce n'est pas éthiquement défendable. Cela entraînera inévitablement des conflits. Les gens apprennent par les médias mondiaux que nous vivons mieux, mais on ne peut pas laisser les peuples pauvres dans l'état où ils sont. C'est inadmissible. On ne peut pas exclure des millions d'êtres humains du bien-être et les laisser mourir de faim à côté de ceux qui sont rassasiés. Il faut trouver des solutions et je les vois dans la forme d'agriculture mentionnée ci-dessus.

Parlons encore du libre-échange avec l'UE. Ses partisans disent toujours que c'est une chance pour l'agriculture suisse de pouvoir exporter ses produits de haute qualité. En même temps, nous importons des produits bon marché et de moindre qualité en provenance de l'UE. Est-ce que cela ne va pas entraîner une perte de qualité de l'agriculture suisse – la qualité suisse est très bonne, même celle des produits qui n'ont pas le «label bio» – parce que nous allons devoir concurrencer les produits bon marché en provenance de l'UE et que nous ne pourrions pas maintenir des prix élevés? Le calcul est simple. Qu'en pensez-vous?

Je partage votre opinion. Il appartient à la politique agricole suisse de miser sur des stratégies de qualité, mais cela a son prix. Et nous allons au-devant de difficultés. La stratégie de qualité a deux aspects. D'un côté, il s'agit de la qualité des produits qui peut être analysée chimiquement. Il n'y a pas là une grande marge de manœuvre. On remplit ou non les critères. Ce qui est beaucoup plus important, c'est la qualité de la culture et nous avons en Suisse une production particulièrement écologique. Nous prenons soin de la terre, nous avons un système de culture qui s'étend sur toute l'année avec la culture de fourrage d'hiver, la culture de légumineuses, la stimulation de la production d'azote, etc. Les Allemands, les Européens ne payeront pas cela car on trouve ces différentes cultures dans n'importe quel pays de l'UE.

Il est important que la Suisse veille à l'approvisionnement de la population. Le degré d'autosuffisance alimentaire est d'environ 60%. Bien sûr, nous exportons du lait et des spécialités de viande aussi mais nous devons produire en premier lieu pour notre population. Et nous avons de bons arguments: production de la région, pour la région, durabilité, respect de l'environnement, etc.

Avec ce que vous venez d'expliquer, on a l'impression qu'il y a bien des différences entre la Suisse et l'UE, ne serait-ce qu'en agriculture. Y a-t-il d'autres différences?

Notre politique agricole réglementée, si bien que nous n'avons guère de surproduction. Ce que nous connaissons, ce sont les variations saisonnières. Pour le lait, on s'aperçoit maintenant qu'il était très fâcheux de supprimer le contingentement: il y a trop de lait et de beurre.

Le marché européen n'est pas réglementé du tout, et nous risquons d'être inondés de produits de masse à prix cassés. Si nous exposons l'agriculture suisse au libre-échange, nos paysans ne seront probablement plus disposés à poursuivre leurs activités et cela aura certainement de graves conséquences pour tout le pays. D'une manière générale, notre agriculture a de l'avenir. On aura toujours besoin de nourriture et les gens deviennent plus exigeants, ils veulent une nourriture saine. Dans l'UE, il y aura toujours des accidents: des épi-zooties, des scandales alimentaires, etc. Avec notre sécurité alimentaire, nous pourrions défendre notre agriculture, ce serait bon pour tout le monde: pour les paysans, le commerce



«Aussi, en ce qui concerne le sens de la vie à donner à la jeunesse, est-il important que la famille, les enfants participent au processus de travail. Bien que cela devienne de plus en plus difficile avec la mécanisation, cueillir des fruits et ramasser des pommes de terre sont une occupation très importante qui est aujourd'hui partiellement effectuée par des machines, mais il y a toujours moyen de faire participer les enfants selon leur âge. Ils apprennent ainsi comment leur père gagne le revenu de la famille. On dépend de la nature et on n'a pas n'importe quoi sans effort.» (photo caro)

et les citoyens. Les produits bon marché n'apporteront rien, ni aux grands distributeurs qui auront des problèmes de plus-value avec les prix bas, ni aux consommateurs.

Les statistiques montrent que le revenu des agriculteurs diminue alors que le commerce augmente ses profits.

Oui, il faut bien s'en rendre compte, notre société a changé. De plus en plus de femmes travaillent et ont de moins en moins le temps de préparer les repas. A midi, tout doit aller très vite. Peut-être fait-on encore la cuisine le soir, mais à midi, on va à la cantine ou au restaurant. Il n'y a plus que des plats cuisinés, le temps consacré au ménage se raccourcit. Cela aussi a son prix.

Revenons encore une fois à l'autosuffisance alimentaire: pourrait-on l'augmenter?

En Suisse, la production a augmenté, il ne faut pas oublier que la population s'est accrue et que le degré d'autosuffisance s'est maintenu ces dernières années à environ 60%. En

ce moment, nous sommes un peu en-dessous. N'oublions pas que la Suisse ne peut pas tout produire. 30% du lait est exporté et environ 20% est réimporté sous forme de fromages et de desserts, etc. Il faudrait maintenir les 60% dans la production de céréales, il faudrait absolument maintenir notre propre production pour le sucre également, même si cela nous attire souvent les critiques d'organisations pour le développement qui estiment qu'on devrait laisser cette production aux pays en développement. Nous avons cependant des critères de qualité très élevés pour le sucre. Nous ne pouvons pas non plus ne cultiver que des céréales, à cause de la durabilité en agriculture: il faut une rotation des cultures.

Quelle va être l'évolution dans notre pays?

Le libre-échange n'est toujours pas l'objectif. Il faut poursuivre notre bonne collaboration avec les entreprises de transformation. Elles sont en ce moment exposées aux processus de rationalisation internationaux. Il est important d'ouvrir le marché pour certains pro-

duits, mais seulement là où il y a des possibilités réelles. Et cela doit être fondé sur la réciprocité, dans les domaines dans lesquels nous sommes forts. On critique maintenant l'accord sur le fromage, mais cela a finalement été une bonne affaire. Là nous sommes forts, nous exportons des produits chers et importons des produits meilleur marché. Du point de vue de la quantité nous perdons encore quelque peu, mais nous n'avons pas pu empêcher cela. Ce serait une catastrophe si nous ouvriions totalement le marché. Cela ne va que s'il y a une demande, et là nous pouvons vendre des produits plus chers. Cela marche surtout avec les produits de marque comme le gruyère et l'appenzell. Nous devons nous engager sur le marché indigène et maintenir le degré d'autosuffisance alimentaire, et alors nous aurons des perspectives d'avenir.

La sécurité alimentaire préoccupe les gens mais aussi l'information sur les produits. L'UE en est encore très loin. Or chez nous le citoyen sait ce qu'il a de bon dans son assiette. •

Le vol des terres en Afrique

mw. Actuellement des Etats et les multinationales achètent, pour peu d'argent, dans les pays pauvres, d'immenses surfaces de terres pour produire des produits alimentaires pour la nourriture des pays riches ou pour produire des biocarburants. C'est spécialement choquant en Afrique: Les familles paysannes indigènes sont chassées de leurs lopins de terre qui leur permettent juste de survivre afin qu'on puisse produire dans de grands plantations des fruits destinés à nos conserves ou des biocarburants pour nos voitures. Les auteurs du «Rapport sur l'agriculture mondiale» paru en 2008 qui font un appel d'urgence pour préserver et promouvoir l'agriculture des petits espaces, parce que ce n'est qu'ainsi qu'on pourra stopper l'augmentation de la faim, sont presque totalement ignorés.

Une personne à qui ces activités méprisant la dignité humaine ne sont pas indifférentes, c'est Ruedi Küng, le correspondant pour l'Afrique de la Radio suisse allemande «DRS». Dans une interview radiodiffusée il a fait état de ses voyages à travers l'Afrique, de ses observations et de ses entretiens avec les gens. En l'écoutant, on se rend compte des sentiments humains de ce journaliste. Dans chaque phrase, il tente de nous rendre attentifs à la grande injustice et aux grands torts qui sont faits aux plus pauvres de ce monde afin que les casseroles et les réservoirs d'essence des riches restent remplis. «Horizons et débats» reproduit cette interview avec quelques petits raccourcissements.

Radio DRS: Ruedi Küng, en voyageant en Suisse, on réalise que tout est construit et cul-

tivé. La campagne, les maisons, les champs. Est-ce que vous avez vu des terres incultes, vides en Afrique?

Ruedi Küng: Biensûr! En survolant ce continent, on a l'impression qu'il est vide. Mais en voyageant à travers le pays, on remarque que ce n'est pas vrai. Ce n'est simplement pas une population dense telle que nous l'avons en Suisse. Mais il y a des gens partout.

Est-ce que les gens profitent de la terre de manière sensée, ou pourrait-on faire davantage concernant l'agriculture?

Cela ne fait aucun doute que l'agriculture en Afrique est dans une crise très profonde. Et il faut se rendre compte que quatre cinquièmes de tous les paysans vivent sur un petit lopin de terre sur lequel ils cultivent quelque chose qui les aide à survivre avec leur famille. S'ils ont de la chance, il y a quelque part de l'espace pour une vache ou quelques chèvres ou quelques poules, et la femme peut cultiver quelques légumes pour la vente desquels elle reçoit un peu d'argent. C'est une économie de subsistance, c'est-à-dire une agriculture qui suffit juste pour la propre survie. Mais – cette expérience, je l'ai faite à plusieurs reprises, en entrant en contact avec les paysans et lorsque je pouvais leur parler – ils n'ont aucun soutien.

On pourrait donc produire davantage? Est-ce imaginable que l'Afrique qui a des dimensions considérables puisse un jour ou l'autre nourrir le monde?

Là, nous sommes en pleine discussion. Quel est l'avenir de l'agriculture? Cela ne vaut pas seulement pour l'Afrique, cela vaut pour le monde entier. Il y a deux ans, la FAO [Or-

ganisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture] a publié un Rapport sur l'agriculture mondiale. Chose étonnante, elle y a mis en avant une prise de position qui est clairement opposée à ce qui est préconisé en Occident, à savoir la grande agriculture industrielle et mécanisée, accompagnée d'engrais et de pesticides, etc. La FAO déclare que l'avenir, c'est l'économie de subsistance, l'agriculture des petits paysans – mais il faut les soutenir. On peut soutenir l'agriculture des petits paysans par exemple par des méthodes de culture biologiques, il n'y a pas nécessairement besoin de la grande chimie. De l'autre côté, quand je vois les immenses plantations qui existent aussi en Afrique, ils doivent bien sûr travailler d'après les méthodes modernes.

Je dirais – mais moi, je ne suis pas un expert agricole, ce que je fais, c'est parler avec les gens – qu'on peut bien faire une agriculture à grandes surfaces. Et si l'on fait cela de manière responsable, si l'on tient compte des besoins de la population et du pays, on peut tout à fait le faire à l'avantage des habitants.

Mais ici, nous avons affaire à l'usurpation de terres, exécutée par des gens venant de l'extérieur, qui n'ont rien à voir avec le pays. C'est une différence importante: Ce ne sont pas des gens qui portent les habitants de la région dans leur tête et dans leur cœur, mais ils ont de tout autres intérêts.

Cet accaparement des terres, qui attire l'attention depuis un ou deux ans, quelles dimensions atteint-il aujourd'hui?

«Le vol des terres en Afrique»

suite de la page 4

On ne sait pas exactement. On parle d'une superficie qui égale la surface de la France. Jusqu'à présent, c'étaient pour la plupart des organisations critiques qui ont lancé des appels et qui ont mobilisé les médias. Suite à cela, la Banque mondiale a commandé un rapport, mais ceux qui étaient concernés, les pays et les personnes privées, qui achètent les terres, ont refusé toute collaboration et n'ont donné aucune information concernant leurs investissements. Depuis 2009, on attend ce rapport de la Banque mondiale, mais il n'a toujours pas été publié. C'est un très mauvais signe.

«La moitié des achats de terres connus se fait en Afrique»

Ruedi Küng, vous avez dit que des Etats et des privés achètent des terres. Qui sont-ils? On a déjà quelques connaissances tirées du rapport de la Banque mondiale. Ce sont des pays qui ont eux-mêmes des difficultés agricoles ou bien des chiffres énormes de population, notamment dans les régions arabe et asiatique, aussi en Chine, mais aussi des pays africains, ce qui est intéressant. En plus ce sont des institutions financières, aussi suisses, qui achètent des terres comme placement de leur argent, et qui y produisent quelque chose. Selon les informations de la Banque mondiale, la moitié des achats de terres connus se fait en Afrique, mais aussi en Amérique latine, en Russie, jusqu'en Australie, qui offre également des terres arables. En Afrique, ce sont des pays comme le Soudan, Ghana, Madagascar qui offrent des terres, en Asie se sont les Philippines et l'Indonésie. Les acteurs principaux parmi les acheteurs sont la Chine, au deuxième rang la Grande-Bretagne, puis l'Arabie saoudite.

Est-ce que les Etats sont eux-mêmes acheteurs, ou est-ce que se sont des firmes de ces pays?

Il y a les deux possibilités. Cela peut être un Joint venture entre les deux pays concernés, des contrats entre l'Etat investisseur et l'Etat qui offre. Pour la plupart, ce ne sont pas des contrats d'achat, mais des baux à long terme, de 50 à 99 ans.

Cela n'a guère de sens de parler des prix parce que les prix de la terre en Afrique ne sont pas comparables à ceux pratiqués en Suisse. A l'Office fédéral de l'agriculture, on m'a dit que les prix y sont environ quarante fois moins élevés.

Grain, une des institutions les plus actives, l'a confirmé, mais en tenant compte du fait que selon la Banque mondiale, environ 50 milliards de dollars sont en jeu, selon Grain 100 milliards, alors il est clair qu'il y a de grands profits à faire, peut-être y a-t-il aussi un risque, mais surtout des profits. Il faut avoir sous les yeux ce qui se passe, par exemple lorsqu'on attribue à un investisseur 1,5 millions d'hectares de terres du Soudan, pour un délai de 99 ans. On y cultive du blé, pas pour la population soudanaise, mais pour l'Arabie saoudite, ou des légumes pour la Jordanie, ou du sorgho, une espèce de millet



«Il y a deux ans, la FAO [Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture] a publié un Rapport sur l'agriculture mondiale. Chose étonnante, elle y a mis en avant une prise de position qui est clairement opposée à ce qui est préconisé en Occident, à savoir la grande agriculture industrielle et mécanisée, accompagnée d'engrais et de pesticides, etc. La FAO déclare que l'avenir, c'est l'économie de subsistance, l'agriculture des petits paysans – mais il faut les soutenir.» (photo Reuters)

– d'ailleurs l'aliment principal au Soudan – pour nourrir les chameaux aux Emirats arabes unis. C'est réellement une folie!

«Des camions transportant des produits alimentaires vers l'étranger croisent des habitants affamés.»

C'est-à-dire que des camions transportant des produits alimentaires vers l'étranger croisent les habitants affamés?

Imaginez-vous que ceci se passe au Darfour où il y a 2,5 millions de personnes dans de soi-disant camps de réfugiés – c'est là qu'on regarde l'absurdité en face. La Sierra Leone est un autre exemple, un pays qui a vécu pendant de longues années une guerre civile effroyable. Addax Bioenergy, une entreprise avec siège en Suisse, y produit des biocarburants pour l'Europe. Quand on connaît l'état dans lequel se trouve la Sierra Leone, qui ne s'est toujours pas rétablie des désordres de la guerre – un petit pays surpeuplé – alors il faut se rendre compte qu'on produit dans un pays où les gens souffrent de la faim des produits agricoles pour faire marcher nos voitures.

Qui est-ce qui afferme les terrains? Est-ce que ce sont des élites locales?

On a fait des études pour comprendre comment de telles décisions sont prises. Prenons l'exemple du Kenya. L'émir du Qatar y a conclu un traité avec le président Mwai Kibaki concernant la vente de terres, dans une des régions les plus fertiles, dans le delta du Tana River. Au fond, la situation des médias au Kenya est bonne. Il y a des journalistes qui font des recherches, mais on n'en sait rien, c'est le silence. Cela veut dire qu'on prend les décisions dans un petit cercle de personnes qui en profite. L'Ethiopie est un deuxième exemple avec un gigantesque projet de 3 millions d'hectares qui sont déjà clôturés.

Cela correspond presque à la surface de la Suisse?

C'est énorme! Et si l'on sait qu'en Ethiopie des dizaines de milliers de personnes reçoivent quotidiennement de l'aide alimentaire, et cela depuis des années, alors il faut se dire: il y a quelque chose d'anormal.

Donc on peut supposer qu'il y a des gens qui font de grands profits. – Si en Suisse, le Conseil fédéral voulait vendre une surface aussi grande que le canton de Thurgovie au Qatar, il aurait des difficultés, car ici il y a des livres cadastrés. On sait que cette terre appartenait autrefois à mon grand-père et que maintenant elle est à moi. Les droits qui relèvent du code civil sont bien réglés. – Est-ce qu'en Afrique de tels règlements manquent ou est-ce que les gouvernements outrepassent tout simplement ce qui est légal?

Malheureusement, c'est cette dernière supposition qui est le cas. Il y a des lois qui proviennent d'anciennes époques. Très souvent, le pays appartient à l'Etat et il y a de nombreux mécanismes, pour définir qui distribue quelle partie du pays. Au Kenya, par exemple, ce sont environ cinq familles qui possèdent presque 40% des terres arables, car le gouvernement qui a attribué les terres les a d'abord attribuées à lui-même. Puis, il y a aussi des terres communales qui sont attribuées par l'administration inférieure. Il y a même des

lois communales qui stipulent le droit de chacun à posséder de la terre. Mais à la fin, quand un contrat à été négocié avec l'étranger, le Premier ministre éthiopien ne consulte plus personne. L'argent afflue dans les caisses de l'Etat ou du parti qui est au pouvoir, c'est la seule chose qui compte. On ne peut pas épuiser les moyens légaux. Du point de vue légal, il faudrait plutôt s'activer du côté des acteurs, des entreprises et des Etats qui achètent des terres, pour tenter de les contrôler. L'UE et l'ONU essayent d'élaborer des règles pour de telles prises de terres. Car, si on agissait de manière responsable, de tels investissements agricoles pourraient s'avérer positifs et amener un profit aux populations.

Oui, parce qu'en Afrique il y a effectivement un réservoir de terres et les conditions pour les paysans sont relativement mauvaises. – Dans plusieurs endroits les concernés se défendent quand même, ils protestent dans la rue. Par exemple à Madagascar, ils ont renversé le gouvernement à la suite d'un tel marché.

Oui, on dit que cela a été la raison principale du renversement du gouvernement. L'ancien président Ravalomanana avait affermé plus d'un million d'hectares de terres à la société sud-coréenne Daewoo, sans en parler à qui-conque. Cela dit, il faut se rappeler qu'un tel contrat de fermage signifie toujours que des gens doivent être déplacés, car il n'existe pas de terres inhabitées, sauf le désert peut-être. Au Madagascar, l'opposition du peuple avait clairement cette origine. Mais lorsque j'ai cherché d'autres exemples où la population s'est défendue, il s'est révélé une image plutôt sombre. Les coopérations de paysans qui essaient, sont montées les unes contre les autres. Par exemple au Kenya, au bord du lac Victoria, une société américaine Dominion veut acheter des terres. Les paysans ont des droits sur ces terres et refusent de vendre. Alors on les monte les uns contre les autres. Cela est une question de temps jusqu'à ce que le pot de fer gagne contre le pot de terre. Donc, dans la mesure où je peux en juger, la résistance est petite dans les régions concernées. Il se forme plutôt une résistance internationale.

Voyez-vous une chance que l'on puisse créer une situation où les deux parties sont gagnantes? Qu'on dise: Il faut de l'argent, il doit couler, mais les gens qui vivent là, doivent aussi pouvoir en profiter? Voyez-vous une chance?

Je suis plutôt sceptique. Par exemple la grande plantation Del Monte, au Kenya, là on roule pendant vingt ou trente minutes le long des champs qui s'étendent interminablement.

Ce sont les produits qui atterrissent dans nos boîtes de conserve.

Justement. Là, on peut dire: Il faut beaucoup de main-d'œuvre, en partie saisonnière, (ce qui est aussi un problème), mais ce qui est produit ne sert pas à grand chose aux gens du pays. Là, le terme de «sécurité alimentaire» est de mise. Quand un petit paysan possède un lopin de terre, il a au moins assez à manger. Cela ne suffit peut-être pas pour toute l'année, mais il a quelque chose. Mais s'il devient ouvrier d'une exploitation agricole

et s'il n'est pas payé convenablement, et si en plus les prix alimentaires augmentent – et cela a été une des conséquences de la vague de prises de terres – il a un double désavantage. Les plantations intensives de fleurs ont besoin d'une telle quantité d'eau que les paysans déclarent: «Depuis que l'eau du fleuve est détournée pour la culture de fleurs, nous n'avons simplement plus d'eau.» Le niveau de la nappe phréatique a baissé, l'agriculture dépend entièrement de la pluie. Le Rapport sur l'agriculture mondiale de 2008 démontre que du point de vue du changement climatique, l'encouragement de la petite agriculture locale est beaucoup plus acceptable que l'agriculture industrielle.

Concernant l'eau: C'est un des aspects principaux, ne pensez-vous pas?

Oui certainement. De nos jours, l'eau est partout une ressource qui se raréfie rapidement. Une énorme ferme avec des dizaines de milliers d'hectares a besoin d'une telle quantité d'eau, que les petits agriculteurs ont toujours plus de difficultés à en obtenir assez.

Ces problèmes existent même en Europe, en Espagne par exemple. – Ruedi Küng, au début de cette interview vous avez déclaré que l'agriculture, comme elle doit être pratiquée de nos jours suite aux influences extérieures, se trouve dans un assez mauvais état. Il doit se passer quelque chose. Il faut un changement social et économique pour les paysans. Voyez-vous des possibilités pour mettre en marche ce processus de manière raisonnable? Pour cela il faut aussi de l'argent.

Il n'y a pas que les investisseurs capitalistes, il y a aussi des gouvernements occidentaux qui sont prêts à contribuer pour améliorer la situation de l'agriculture peu développée en Afrique ou ailleurs. Je pense que l'argent nécessaire pourrait être mis à disposition, aussi par des organisations internationales. La difficulté est une fois de plus de trouver des gouvernements responsables qui pensent au peuple et non pas à leur propre clan. Le Malawi est un cas très particulier, c'est un petit pays en Afrique australe, qui a refusé de continuer à suivre les règles qui étaient de ne pas aider les paysans. Depuis un certain nombre d'années, l'Etat soutient les paysans et depuis lors les gens ont assez à manger. Avant, ils avaient toujours besoin d'aide alimentaire. Dernièrement, j'ai lu que, bien que la récolte ait été mauvaise et qu'il y ait eu un manque de pluie, la production a été suffisante pour nourrir tout le monde. La raison en est claire, le gouvernement aide les paysans. Pour aider, il n'est pas nécessaire de mettre de l'argent dans les poches des gens, mais de leur faire des prêts afin qu'ils puissent, après la récolte, acheter de nouvelles semences ou de nouveaux engrais pour pouvoir de nouveau commencer les nouvelles cultures. Ces prêts, ils pourront même les rembourser plus tard. Aider ne signifie pas nécessairement offrir quelque chose aux paysans, mais leur rendre l'existence possible.

Merci de cet entretien.

Source: Radio DRS, Das Tagesgespräch du 19/5/10; Interview de Ruedi Küng accordé à Emil Lehmann. (Traduction Horizons et débats)

Horizons et débats

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante,
l'éthique et la responsabilité
pour le respect et la promotion du droit international,
du droit humanitaire et des droits humains

Editeur
Coopérative Zeit-Fragen

Rédacteur en chef
Jean-Paul Vuilleumier

Rédaction et administration
Case postale 729, CH-8044 Zurich
Tél. +41 44 350 65 50
Fax +41 44 350 65 51

E-Mail: hd@zeit-fragen.ch
Internet: www.horizons-et-debats.ch

CCP 87-748485-6
IBAN: CH64 0900 0000 8774 8485 6
BIC: POFICHBEXXX

Imprimerie
Nüssli, Mellingen

Abonnement annuel 198.– frs/ 108.– €

ISSN 1662 – 4599

© 2010 Editions Zeit-Fragen pour tous les textes et les illustrations.
Reproduction d'illustrations, de textes entiers et d'extraits importants uniquement avec la permission de la rédaction; reproduction d'extraits courts et de citations avec indication de la source «Horizons et débats, Zurich».

Un nouveau virus ravage le manioc, aliment de base en Afrique

par Donald G. McNeil Jr

hd. Non seulement les problèmes de transport et les risques systémiques du commerce international peuvent mettre en péril l'approvisionnement alimentaire mais également l'attaque d'aliments vitaux par des virus. La grippe A(H1N1), la grippe aviaire, le SRAS et la maladie de la vache folle (ESB) sont restés dans nos mémoires. L'origine des agents pathogènes n'a toujours pas pu être élucidée. Était-elle naturelle ou due à l'homme? Ou l'homme avait-il seulement manipulé sa propagation?

On sait maintenant qu'aujourd'hui, on «fabrique» des virus en laboratoire. Craig Venter, de San Diego (USA) et son équipe sont fiers d'avoir fabriqué le premier génome et de lui avoir intégré une bactérie qui se réplique. Nous avons tout lieu de prendre au sérieux la nouvelle selon laquelle en Afrique orientale, la racine de manioc est attaquée par un virus et de tenir compte de faits de ce genre dans nos réflexions sur la sécurité alimentaire.

Mukono, Ouganda. Lynet Nalugo a extrait de son champ un tubercule de manioc et l'a coupé en deux. Sous la peau brune, la chair blanche est attaquée, comme pourrie par endroits, de la même manière qu'un poumon atteint de tuberculose ou de cancer. «Même les cochons n'en veulent pas», dit-elle.

La plante est ce qu'elle appelle une «2961», c'est-à-dire la seule variété locale résistante au virus mosaïque qui a provoqué une importante famine en Afrique dans les années 1920.

Mais ce n'est pas le virus mosaïque qui s'attaque au manioc. Son champ a été infesté par un virus beaucoup plus dangereux appelé *striure brune*, d'après les marques qu'il laisse sur les tiges. Ce nouveau venu est en train de ravager les cultures de manioc dans une vaste région située autour du lac Victoria, menaçant des millions d'Africains dont le tubercule est l'aliment de base.

Bien que le virus soit apparu dans les exploitations agricoles côtières il y a 70 ans déjà, une version mutante a fait son apparition à l'intérieur de l'Afrique en 2004 et, selon Claude M. Fauquet, directeur de recherches sur le manioc au Donald Danforth Plant Center de St. Louis, «on assiste depuis lors à une propagation explosive de caractère pandémique. Elle n'a pas de précédent et les cultivateurs sont désespérés.»

Il y a deux ans, la Bill and Melinda Gates Foundation a réuni des experts du manioc et a constaté que la striure brune «inquiétait très peu de monde», déclare Lawrence Kent, un des responsables du programme agricole de la Fondation. Celle-ci a fait des dons de 27 millions de dollars afin d'aider des organismes et des spécialistes à lutter contre la maladie.

La menace pourrait prendre un caractère mondial. Après le riz et le blé, le manioc est la troisième plus importante source de calories du monde. Sous divers noms – *manioc*, *tapioca* ou *yuca* – il nourrit 800 millions de personnes en Afrique, en Amérique du Sud et en Asie.

Le danger a été comparé à celui du *mildiou* (*Phytophthora infestans*) qui s'est attaqué aux pommes de terre dans les années 1840, provoquant une famine qui tua sans doute un million de personnes en Irlande et en a contraint encore davantage à émigrer. Cet événement a modifié l'histoire des pays anglophones.

En comparaison des ondulations ambrées des champs de blé ou de la blondeur des épis de maïs mûrs, le manioc est une plante peu glorieuse: quelques tiges grêles de couleur rouge sortant d'un amas de tubercules bruns. Il rassasie mais n'a pas de grandes qualités nutritives. Il contient même des traces de cyanure qu'il faut éliminer par pulvérisation et fermentation.

Toutefois les agriculteurs de subsistance en ont besoin car il «résiste très bien à la sécheresse et au manque de soins», déclare Edward Charles, chef de l'équipe de l'Initiative manioc des Grands Lacs, une association de 6 pays basée au Kenya et soutenue par la Fondation Gates. Ainsi, dit-il, même lorsque les paysans sont, à cause de la malaria, trop faibles pour désherber, leurs cultures survivent.



Une nouvelle version du virus mosaïque qui s'attaque au manioc à l'intérieur de l'Afrique: «Depuis 2004 on assiste à une propagation explosive de caractère pandémique.» (photo mad)

Les tubercules peuvent être laissés en terre jusqu'à trois ans, si bien que si la sécheresse détruit une récolte de blé ou de haricots, la famille du paysan peut échapper à la famine. Mais cette plante est exposée à plus de 20 variétés d'insectes nuisibles et de maladies.

Fauquet craint que la striure brune ne traverse le bassin du Congo et n'atteigne le Nigeria, le plus grand cultivateur de manioc du monde, parce que les paysans se vendent mutuellement des boutures et que les contrôles aux frontières sont inexistantes ou peuvent être évités grâce aux pots-de-vin. Il pense toutefois que le virus ne parviendra pas en Thaïlande, au Brésil, en Indonésie ou en Chine parce qu'il n'y a pas de commerce mondial des boutures et qu'il y a peu de vols directs vers l'Asie ou l'Amérique du Sud. (On sait que les aleurodes, dont on suppose qu'ils transmettent le virus, s'embarquent clandestinement dans les avions.)

Cependant, selon Fauquet, le virus mosaïque s'est répandu d'une manière ou d'une autre en Inde et en Afrique. Et Dai Peter, directeur de l'Initiative manioc, a constaté que la cochenille farineuse qui s'attaque au manioc brésilien a fait un grand saut par-dessus le globe pour aller infester les champs thaïlandais.

Selon Fauquet, même si la striure brune est limitée à l'Afrique, des donateurs pourraient être contraints de dépenser des milliards de dollars d'aide alimentaire afin d'empêcher les populations affamées de

se déplacer, ce qui pourrait provoquer des luttes ethniques.

Jusqu'ici, les dons de la Fondation Gates, de l'United States Agency for International Development et une fondation de Monsanto, multinationale biotechnologique, se sont montés à quelque 50 millions de dollars, mais en regard de la menace, c'est «une goutte d'eau dans l'océan».

Le don le plus important de la Fondation Gates, de 22 millions, est allé à l'Initiative de Peter, supervisée par les Catholic Relief Services, institution caritative américaine. Travaillant en collaboration avec les laboratoires agricoles nationaux de 6 pays, cette Initiative associe la technologie informatique américaine, les programmes d'entraide du monde agricole africain et les recherches initiées il y a un siècle par les colons britanniques.

Actuellement, il n'existe pas en Afrique de variété de manioc qui soit immunisée contre la striure brune, si bien que l'Initiative est en train de gagner du temps en apprenant aux paysans à identifier les cultures malades, en leur demandant de les brûler et en leur offrant des boutures saines afin qu'ils puissent réaliser une ou deux récoltes avant que le virus ne frappe à nouveau.

Ils espèrent un coup de chance, comme le succès obtenu contre la *maladie de la banane* (ou *maladie de Panama*), dont le virus attaque également cet autre aliment de base de l'Afrique orientale. Selon Chris A. Omongo, entomologiste au National Crops Resources Research Institute de Namulonge (Ouganda),

la solution était relativement simple dans ce cas. Comme ce sont les abeilles et la saleté qui propagent le virus, on a demandé aux cultivateurs de couper tous les boutons de fleurs mâles pourpres et de nettoyer leurs outils et leurs bottes avant de pénétrer dans leurs bananeraies. (Le virus a été baptisé par plaisanterie «sida de la banane» parce qu'il se propageait lui aussi le long des grandes routes et des rivières de Tanzanie. On transportait la bière de banane par bateau dans des jerrycans bouchés avec les grosses fleurs pourpres.) Selon Fauquet, certaines variétés de manioc sauvages ou étrangères semblent résister à la striure brune, mais elles n'ont pas le goût et la consistance que les Africains apprécient. (Certaines variétés sont cultivées uniquement pour la farine, la colle industrielle et l'exhausteur de goût MSG.)

Le laboratoire de Fauquet tente d'introduire de ces variétés dans les variétés africaines, mais il estime que le processus prendra au moins cinq ans car les nouvelles plantes produites de cette manière nécessitent de nombreux tests de sécurité.

En Ouganda, comme le gouvernement a très peu de fonctionnaires s'occupant d'agriculture, l'Initiative manioc développe son propre réseau parallèle. Ses membres ne sont pas habilités à détruire des récoltes ou à saisir des chargements de boutures malades, mais ils sont équipés de mini-ordinateurs robustes munis d'un logiciel destiné à apprendre aux cultivateurs à identifier la maladie. Ils peuvent également localiser des champs suspects par GPS, prendre des photos et les envoyer d'un cybercafé.

Pour que les cultivateurs collaborent, l'Initiative les aide à créer des clubs d'épargne et leur donne à chacun une cassette et des conseils. Les membres y versent chaque semaine quelques dollars et offrent des crédits de 50 à 100 dollars pour des projets générant des profits comme l'achat de poules ou de moules à briques. A la fin de l'année, ils distribuent le profit qui peut être très élevé puisque le taux d'intérêt est de 120%.

Mme Nalugo tient la caisse de son club d'épargne. Elle pourrait devoir y puiser cette année. Si sa récolte de manioc n'avait pas été infestée, elle aurait vendu sa récolte 500 dollars: «La perte nous fait revenir en arrière. Nous allons devoir acheter de la nourriture.» Mme Nalugo est cependant une cultivatrice intelligente. Elle a appris d'Elijah Kajubi, le représentant local de l'Initiative, à identifier la striure brune. «Dès que mes plantes étaient à hauteur de genoux, je me suis méfiée et j'ai planté des haricots.»

Source: *International Herald Tribune* du 3/6/10
© *International Herald Tribune*
(Traduction *Horizons et débats*)

Apporter un soin particulier aux aliments de base

thk. Le manioc est un tubercule qui fait partie des aliments de base en Amérique latine (Brésil), en Afrique et en Asie. En 2008, on en a récolté 233 millions de tonnes dans le monde entier. En comparaison, la récolte de pommes de terre s'élevait en 2005 à 322 millions de tonnes. La culture du manioc s'est développée depuis la colonisation sur divers continents et représente un élément essentiel de l'alimentation de base de différents peuples en Afrique et en Asie.

On considère comme aliments de base les aliments qui, dans une culture donnée, constituent le principal élément de l'alimentation humaine. Ils apportent l'essentiel des glucides, des protéines et des lipides. Ce qui est déterminant pour le classement des aliments en tant qu'aliments de base, ce sont, en plus de leurs qualités nutritives, les conditions climatiques, culturelles et économiques. Le manioc est pour certains pays ce que

la pomme de terre représente pour certaines régions d'Amérique et d'Asie. Il peut aussi être cultivé dans les pays secs car il résiste très bien à la sécheresse. Le tubercule peut être récolté à chaque saison et est donc disponible pendant toute l'année.

Quand un aliment de base est détruit par une maladie ou des phénomènes environnementaux et n'est plus à la disposition de la population, cela a des effets catastrophiques sur la situation alimentaire d'un pays et le rend dépendant de produits alimentaires livrés par d'autres pays. On peut très bien imaginer ce que cela signifie.

C'est pourquoi nous devons apporter un soin particulier aux aliments de base. Ce qui se passe en ce moment avec le manioc en Ouganda pourrait se passer dans peu de temps aussi avec d'autres aliments et en particulier avec des denrées alimentaires de base.

Education et respect d'autrui

Service psychologique pour enfants, Berne: «Prêt pour l'école.»

Brochure publiée par la Direction de l'instruction publique du canton de Berne

ag. Les comportements violents des enfants et des adolescents dans nos sociétés occidentales font l'objet de vastes débats. Toutes les couches de la population réfléchissent sérieusement à leurs causes et aux moyens de prévention. Tout le monde s'accorde à penser que cette question nous concerne tous et qu'il faut agir. Chacun doit apporter sa contribution. Ainsi, il y a un certain temps déjà, des psychologues de l'enfance du canton de Berne ont rédigé à l'intention de la population une brochure en onze langues intitulée «Fit für die Schule» [«Prêt pour l'école»] qui fournit aux parents des conseils en matière d'éducation des enfants qui sont une application pratique de données scientifiques. L'éducation proposée, qui vise notamment à introduire le respect d'autrui dans le développement de la personnalité, constitue également une mesure précoce de prévention de la violence. Il faut donc souhaiter à cette brochure une large diffusion. Nous en reproduisons ci-dessous le texte avec l'aimable autorisation des auteurs.

Chers parents

Votre enfant a entre deux et six ans et vous vous demandez parfois s'il aura la curiosité et la maturité nécessaires pour affronter la vie, le jardin d'enfants et l'école?

Dans notre société, le rôle stimulant de l'école est capital dans le développement de l'enfant. Conformément au principe de la scolarité obligatoire, l'enfant a non seulement le droit, mais aussi l'obligation d'aller à l'école. Mieux il sera préparé aux apprentissages dans le cadre d'un groupe, moins il aura de difficultés à s'y adapter.

En tant que parent, vous exercez une grande influence sur votre enfant et vous pouvez y recourir dès maintenant pour le préparer à l'entrée à l'école. En tant que spécialistes de la psychologie de l'enfant, nous



souhaitons vous faire profiter de notre expérience et vous rappeler quelques lignes constructrices pour son éducation.

L'enfant a besoin ...

de se sentir en sécurité,

c'est-à-dire évoluer dans un environnement familial affectivement stable et harmonieux;

de découvrir le monde,

c'est-à-dire faire des expériences stimulantes et se voir confier des tâches qui lui permettent, dès son plus jeune âge, d'être actif et de tester ses capacités;

d'être en relation avec les autres,

c'est-à-dire grandir dans un milieu social où il construit des relations avec d'autres enfants et avec des adultes et où il prend con-

fiance en lui tout en apprenant à respecter les autres.

Le langage au cœur des relations et des apprentissages

Le dialogue donne accès aux autres et à l'apprentissage. Dès son plus jeune âge, le langage est transmis à l'enfant dans l'univers familial. C'est grâce à lui que l'enfant apprend à construire des relations, à parler avec ses pairs et avec les adultes, à résoudre les conflits.

Le langage s'apprend et nécessite d'être exercé. Les enfants apprécient les activités qui mettent en jeu le langage: essayer différents sons, associer des syllabes pour créer des mots amusants, tester la signification des mots ou recourir parfois à des «gros mots» afin d'observer leur effet sur les adultes.

Enfin, le langage est un instrument qui vous permet, à vous parents, d'accompagner et de guider vos enfants. Ainsi ils apprennent à écouter, à obéir et à s'exprimer. La parole permet d'établir des règles de vie commune. Ce qui est dit doit être écouté, compris et respecté.

Le langage est un outil de communication précieux que vous transmettez à vos enfants.

Développer et entretenir la communication

Parler

Parlez avec votre enfant, même s'il est encore petit et ne sait pas encore s'exprimer avec des mots. Il comprend plus de choses que vous n' imaginez. Même les tout-petits imitent la mélodie du langage et communiquent à leur manière, acquérant ainsi les rudiments du langage. L'enjeu de la parole va au-delà de la simple transmission d'informations. Veillez à vous exprimer de manière claire et posée avec votre enfant. Evitez les jurons et les vexations. Le dialogue ne s'apprend pas devant la télévision. En excès, la télévision et l'ordinateur peuvent nuire à la communication.

Ecouter

Prêtez une oreille attentive à votre enfant lorsqu'il vous parle. Prenez le temps de l'écouter. Lorsque vous lui expliquez quelque chose, assurez-vous qu'il ait bien compris ce que vous lui avez dit.

Raconter

Lorsque vous racontez une histoire à votre enfant, regardez un livre d'images avec lui, chantez des chansons ou réécoutez des comptines, vous lui faites partager le goût du langage. A travers ces échanges, vous établissez des liens affectifs privilégiés.

Suite page 8

Citations tirées de la littérature pédagogique et psychologique

Les enfants

ont besoin de se sentir en sécurité

«C'est une condition essentielle pour sa santé psychique que le petit enfant vive une relation chaleureuse, intime et constante avec sa mère (ou avec son substitut maternel), relation dans laquelle tous deux trouvent accomplissement et joie.»

John Bowlby, *Bindung [L'attachement]* Munich 1975, p. 9

«Non seulement René Spitz et John Bowlby mais aussi d'autres pionniers comme Erik Erikson ou Anna Freud nous ont montré qu'il ne suffit pas de ne pas négliger les enfants pour les rendre aptes à surmonter avec succès les phases précoces de leur vie, à développer la confiance, l'empathie et la compassion. Ils ont besoin de soins sensibles et empreints de sollicitude.»

Urs Fuhrer, *Lehrbuch Erziehungspsychologie [Manuel de psychologie de l'éducation]*, Berne 2009, p. 192

Encourager la coopération

«Les enfants, dès leur plus jeune âge, peuvent aider autrui spontanément. Mais il faut que s'ajoute peu à peu la motivation consciente à coopérer et ainsi à apporter son aide. L'occasion en est donnée avant tout dans le ménage et de manière générale dans la vie sociale: par exemple jeter un papier à la poubelle, aller chercher un objet pour la maman, ranger des objets qui traînent. Il est important ici de s'adresser poliment à l'enfant, avec des «il te plaît!» et des «merci», de lui faire entrevoir le cas échéant qu'on aura ensuite plus de temps pour un jeu commun. «Si tu m'aides, j'aurai plus de temps à t'accorder.» Il faut également le valoriser: «C'est bien, tu peux déjà aider papa.» On peut ainsi

favoriser le développement de l'estime de soi et de la serviabilité. En outre, étant reconnu, l'enfant se rend compte qu'il appartient à la communauté. Il a un besoin profond d'être estimé par autrui et d'être intégré dans le groupe.»

Otto Speck, *Erziehung und Achtung vor dem Anderen [Education et respect d'autrui]*, Munich, Bâle 1996, p. 157

Montrez à vos enfants qu'il existe des limites

«En fixant des limites – en particulier dans la petite enfance – on crée un cadre pour la manière de se comporter; l'enfant apprend les règles et les routines qui répondent à son besoin de se sentir en sécurité. Si la relation entre l'éducateur et l'enfant est bonne en général, la déception et la frustration que l'enfant peut éprouver à l'égard de divers blocages ne sont pas vécues comme une menace mais prennent un sens dans un contexte plus vaste. Peu à peu, l'enfant comprend qu'il y a quelque chose et quelqu'un à côté de lui qu'il doit respecter. Développer la capacité à supporter une déception et la volonté de limiter son besoin d'épanouissement est nécessaire et constitue un élément positif de l'apprentissage de l'émancipation et de l'indépendance. Les adultes qui ne sont pas capables de maintenir un «non» justifié sont ressentis comme un facteur d'insécurité et favorisent un comportement guidé par les impulsions et l'égoïsme. Un degré trop élevé d'indulgence peut faire que l'enfant ne reçoive pas assez d'aide pour développer son sens des responsabilités et son autocontrôle.»

Reidar Myhre, *Autorität und Freiheit in der Erziehung [Autorité et liberté en éducation]*, Stuttgart/Berlin/Cologne 1991, p. 72

«Les limites et les structures doivent être fondées sur l'affection et la sollicitude, car avec le désir de l'enfant de plaire à ceux qu'il aime, la tâche consistant à lui permettre d'intérioriser les limites est déjà résolue à 90%.»

T. Berry Brazelton et Stanley I. Greenspan, cités dans: Sigrid Tschöpe-Scheffler, *Fünf Säulen der Erziehung, [Cinq piliers de l'éducation]*, Mainz 2003, p. 69

Les limites préservent la dignité...

«...celle de l'enfant comme celle d'autrui. Les parents ont le droit d'être traités avec respect. Il faut immédiatement remettre à leur place les enfants qui donnent des ordres à leurs parents. C'est dans l'intérêt de leur estime de soi. De même, les enfants ont le droit d'être respectés. Des limites claires évitent les faux-pas.»

Urs Fuhrer, *Lehrbuch Erziehungspsychologie [Manuel de psychologie de l'éducation]*, Berne 2009, p. 205

Encourager l'empathie

«Le fait que l'enfant éprouve de la culpabilité quand il a, par exemple, détruit le jouet de son frère, de sa sœur ou d'un camarade lors d'une crise de colère, quand il a volé des sucreries dans un magasin, quand il a importuné des petits enfants ou des personnes âgées ou qu'il a menti pour se soustraire à la responsabilité de tel ou tel acte constitue un élément nécessaire et positif de l'édification de la conscience morale et du caractère. C'est pourquoi, en éducation, il est nécessaire d'encourager l'empathie et le respect des normes sans que cela conduise à une conscience morale hypersensible et tyrannique.»

Reidar Myhre, *Autorität und Freiheit in der Erziehung,*

[*Autorité et liberté en éducation*], Stuttgart/Berlin/Cologne 1991, p. 89–90

Importance des encouragements

«Les encouragements sont [...] absolument nécessaires au développement de l'enfant. Il se développe vers ce à quoi on l'encourage. [...] Les encouragements incitent l'enfant à faire de son mieux; cela l'aide à prendre conscience de ses capacités.»

Don Dinkmeyer, Rudolf Dreikurs, *Ermutigung als Lernhilfe [Les encouragements favorisent l'apprentissage]* Stuttgart 1978, p. 67–68

«Encourager signifie aussi que nous accordons moins d'importance aux erreurs et aux échecs qu'aux réussites et aux efforts – et que nous le montrons. Bref, encourager, c'est faire appel aux ressources de l'enfant.»

Jürg Frick, *Die Kraft der Ermutigung [Le pouvoir de l'encouragement]*, Berne 2007, p. 51

Chaque enfant est actif de lui-même dans des domaines variés

«L'être humain est incité par la nature même de chacune de ses forces à les utiliser. L'œil veut voir, l'oreille veut entendre, le pied veut marcher et la main veut saisir. De même, le cœur veut croire et aimer. L'esprit veut penser. Dans toutes les dispositions de la nature humaine, il existe un besoin de dépasser leur état inerte et maladroit et d'en faire des forces.»

Johann Heinrich Pestalozzi, cité dans: Arthur Brühlmeier, *Menschen bilden [Former des hommes]*, Baden 2007, p. 30

«Education et respect d'autrui»

suite de la page 7

Accomplir des tâches, différer ses désirs

Donner de bonnes habitudes

La vie familiale a des contraintes. Votre enfant doit apprendre que certaines choses doivent être faites sur-le-champ et sans discussion, par exemple: se laver les mains avant le repas, s'habiller avant de sortir, interrompre un jeu intéressant ou aller au lit ...

Coopérer

Dès son plus jeune âge, confiez à votre enfant des tâches qui, dans un premier temps, peuvent être accomplies avec votre aide. Il a besoin d'être assisté et encouragé. Avec le temps, il saura se débrouiller seul et pourra mettre la table, ranger ou rendre d'autres petits services.

Attendre

Tout ne peut pas être obtenu tout de suite. L'enfant doit apprendre à attendre: prendre la parole à son tour, manger lorsque c'est le moment, regarder la télévision selon un programme défini. Tous ces apprentissages sont indispensables, même lorsque l'enfant s'exécute à contrecœur.

Faire des efforts

Le chemin de l'apprentissage est parfois long et pénible. Il est important dans certaines situations de terminer les choses. Aidez votre enfant lorsqu'il en a besoin. Laissez-le de temps en temps se débrouiller seul, mais encouragez-le à aller au bout de son effort. Apprendre à supporter les épreuves est une étape importante de la vie.

Non!

Savoir dire non

Mettez des limites à votre enfant. Ainsi vous le sécurisez, vous lui donnez un cadre et un soutien. Les enfants ont besoin de règles qui régissent la vie en communauté. Leur dire non ne leur portera pas préjudice. Au contraire, c'est une preuve d'amour. Tous les désirs ne peuvent pas être satisfaits. Ne cédez pas toujours dans les magasins, même lorsque votre enfant se roule par terre en criant. Vous l'aidez si vous lui apprenez suffisamment tôt à renoncer et à surmonter ses déceptions.

Quel discours adopter?

Parler ne suffit pas toujours. Donnez à votre enfant des consignes claires et compréhensibles afin qu'il respecte et applique les règles fixées. Mettez-vous à la hauteur de ses yeux lorsque vous lui donnez une instruction ou lui opposez un refus. Efforcez-vous de vous exprimer calmement. Vous pouvez également soutenir vos paroles par un contact physique



Les adultes sont des modèles

«L'enfant se construit essentiellement en imitant les comportements manifestés par ses parents et les autres personnes de son entourage. Très tôt dans son développement, il cherche à s'identifier aux adultes qui lui sont proches ainsi qu'à ses camarades de jeux. La psychologie a confirmé l'importance de l'apprentissage par imitation de modèles. [...] L'enfant imite beaucoup plus que nous le

pensons [...] les comportements les plus variés de ses proches, également leurs défauts. En effet, il a besoin de s'identifier aux personnes qu'il respecte.»

Otto Speck, *Erziehung und Achtung vor dem Anderen. Zur moralischen Dimension der Erziehung.* [Education et respect d'autrui. La dimension morale de l'éducation.] Munich; Bâle, 1996, p. 155

afin qu'il comprenne encore mieux que vous êtes sérieux et que vous voulez qu'il obéisse. Les châtiments corporels et les menaces démesurées – comme dire à votre enfant que vous ne l'aimez plus – peuvent peser sur la relation et doivent être évités.

Avoir confiance, lancer des défis

Pour développer sa compréhension du monde, l'enfant doit faire des expériences. Pour cela, il a besoin de la confiance de ses parents et d'un espace d'expérimentation où les tâtonnements et les erreurs sont acceptés. La surprotection et l'anxiété le déconcertent et le font douter. Lorsqu'il se sent bien et qu'il constate qu'il peut maîtriser la situation, alors l'enfant est porté vers l'exploration et l'action.

Participer, jouer, se mettre en retrait

Posez des règles claires pour les activités et le jeu: laissez votre enfant jouer dans un cadre tranquille et sécurisé où vous pouvez empêcher les actes de destruction excessive et les disputes qui dégènerent.

L'enfant est de nature créative. Il explore et aime découvrir: n'intervenez pas dans son

jeu, sauf s'il dépasse les limites ou s'il vous demande de participer.

Parfois, les enfants s'ennuient. Laissez votre enfant se sortir seul de cette inactivité momentanée, essayez de ne pas le divertir systématiquement.

Tout enfant, même s'il a des frères et des sœurs, doit aussi avoir des moments pour jouer ou rester seul et retrouver son calme. Le déroulement de sa journée ne doit pas se fonder uniquement sur des activités organisées et sensationnelles.

Consacrez-vous à vos enfants par moments en fonction de vos disponibilités. Le reste du temps, intégrez-les à vos activités dans la mesure du possible: ménage, cuisine, courses, etc. L'enfant doit aussi s'adapter à votre programme et pas seulement l'inverse!

Le groupe de jeu

Toi et Moi

Le développement social de l'enfant passe par le jeu, en particulier avec d'autres enfants. En jouant régulièrement avec des camarades de son âge, il se mesure à eux. Il va à la rencontre de l'autre, il s'identifie et cherche aussi en quoi il est différent. L'en-

fant est capable de se faire des amis dès son plus jeune âge.

Colère, déception et réconciliation

Lorsqu'ils jouent ensemble, les enfants sont souvent en désaccord. Les plus petits ne connaissent généralement que leurs propres besoins et sont rapidement en proie au désarroi, à l'impuissance ou à la colère. Généralement, les enfants règlent les conflits entre eux et reprennent rapidement leur jeu. Par votre présence à l'arrière-plan, votre enfant se sent sécurisé et soutenu. Il sait que vous êtes là pour le consoler, l'encourager, l'aider à résoudre les disputes.

Une fois moi, une fois toi

Au contact des autres, les enfants vivent des situations où ils sont alternativement les plus forts ou les plus faibles, dominants ou dominés, victorieux ou vaincus. Ils apprennent aussi à reconnaître lorsqu'ils font des bêtises et à s'excuser.

Votre enfant rencontre des personnes de tout horizon et vit toutes sortes de situations. Encouragez-le à avoir de nombreux partenaires de jeu et à les respecter.

Les adultes servent d'exemple

En tant que parent, vous servez de modèle. Votre enfant vous observe chaque jour attentivement. Il vous écoute et vous imite. Les premières années de vie sont riches d'enseignement. Ce sont celles où l'enfant ajuste sa conduite sur les personnes qui lui sont chères.

Il découvre avec vous les rituels du réveil et du coucher, le plaisir d'être avec autrui, les disputes et les réconciliations. Il apprend comment on peut être parfois joyeux, parfois triste, comment gérer les sentiments négatifs et positifs, comment être heureux. Il saisit mieux la différence entre la légèreté et la gravité des événements qu'il traverse. L'exemple des adultes aide l'enfant à prendre de l'assurance et à avoir confiance en soi.

Profitez de cette courte période où vos enfants ont particulièrement besoin de vous pour leur apprendre une multitude de choses.

Services psychologiques
pour enfants et adolescents
du canton de Berne
www.erp.be.ch/fit-fuer-die-schule

Contact:

Service psychologique, Direction de l'instruction publique du canton de Berne, Sulgeneckstrasse 70, 3005 Berne, Tél. +41 31 633 85 11

Vous pouvez télécharger le texte ci-dessus à l'adresse suivante: www.erp.be.ch/erz/de/index/erziehungsberatung/fachinformationen/fit_fuer_die_schule/broschueren.html

Horizons et débats

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Abonnez-vous à *Horizons et débats* – journal publié par une coopérative indépendante

L'hebdomadaire *Horizons et débats* est édité par la coopérative Zeit-Fragen qui tient à son indépendance politique et financière. Tous les collaborateurs de la rédaction et de l'administration s'engagent bénévolement pendant leur temps libre. L'impression et la distribution sont financées uniquement par les abonnements et des dons. La coopérative publie aussi l'hebdomadaire *Zeit-Fragen* en allemand et le mensuel *Current Concerns* en anglais.

- Je commande un abonnement annuel au prix de 198.– frs / 108.– €
- Je commande un abonnement annuel au prix d'étudiants de 99.– frs / 54.– €
- Je commande un abonnement de 6 mois au prix de 105.– frs / 58.– €
- Je commande un abonnement de 2 ans au prix de 295.– frs / 185.– €
- Je commande à l'essai les six prochains numéros gratuitement.
- Veuillez nous envoyer _____ exemplaires gratuits d'*Horizons et débats* n° _____ pour les remettre à des personnes intéressées.

Nom / Prénom: _____

Rue / N°: _____

NPA / Localité: _____

Téléphone: _____

Date / Signature: _____

A retourner à: *Horizons et débats*, case postale 729, CH-8044 Zurich, Fax +41-44-350 65 51
CCP 87-748485-6, *Horizons et débats*, 8044 Zurich

Chère lectrice, cher lecteur d'*Horizons et débats*

Chaque numéro d'*Horizons et débats* nous place devant de nouveaux défis. Outre les membres de la rédaction, il y a les traducteurs, les metteurs en page, les correcteurs, l'imprimeur et les membres de l'équipe d'expédition qui se donnent à fond pour que chaque semaine, vous receviez des informations soigneusement étayées et des reportages concernant des événements actuels aux niveaux national et international. Comme vous l'avez sûrement remarqué, *Horizons et débats* est un hebdomadaire indépendant sans attaches idéologiques, politiques ou financières.

Nous présentons des faits et des idées qui nous paraissent importants pour aider nos lecteurs à mieux comprendre les événements politiques, économiques, sociaux et culturels. Nous défendons des valeurs qui visent le bien des individus et leur coexistence pacifique.

Horizons et débats se considère comme un organe complémentaire et non comme une concurrence pour d'autres journaux ou magazines. Nous offrons une plate-forme permettant de mieux comprendre non seulement les événements actuels mais les évolutions à plus ou moins long terme et d'en débattre en fonction de valeurs éthiques. Nous nous engageons tout spécialement en faveur d'une politique de paix, de l'éducation à la paix, de l'éducation en général, de la promotion et du développement de la démocratie directe et du fédéralisme. Nous soutenons tout ce qui va dans ce sens. Nous nous engageons également en faveur d'une politique sociale et économique humaine qui soit une alternative à la mondialisation néolibérale.

Au cours des années, des lectrices et des lecteurs nous ont fait part de leur intérêt pour des éditions de notre journal en d'autres langues afin d'étendre les échanges d'idées par-delà les frontières linguistiques. C'est avec plaisir que nous avons retenu ces suggestions: maintenant, nous publions, outre l'hebdomadaire de base *Zeit-Fragen* en allemand, *Horizons et débats* en français, *Current Concerns* en anglais, *Discorso libero* en italien et, dernier-né, *Horizontes y Debates* en espagnol dont le premier numéro vient de paraître.

Tous les collaborateurs de la coopérative travaillent bénévolement mais malgré ce bénévolat, nous avons des coûts d'impression et des frais d'envoi assez élevés que nous devons couvrir par les abonnements et d'éventuels dons. Pour conserver notre indépendance, nous renonçons délibérément à la publicité.

Nous voudrions vous inviter, si vous n'êtes pas déjà abonné(e) à *Horizons et débats*, à nous manifester votre estime par un abonnement ou un don. Et si vous vous intéressez à une de nos éditions dans une autre langue que le français, nous vous en ferons parvenir des exemplaires à l'essai.

En outre, si vous voulez que nous envoyions *Horizons et débats* à des amis à vous, communiquez-nous leur adresse et nous leur enverrons gratuitement les 6 prochains numéros.

Au cas où vous auriez des réflexions ou des suggestions à nous adresser, n'hésitez pas à nous contacter: nous tenons beaucoup à avoir des échanges d'idées avec nos lecteurs.

Coopérative Zeit-Fragen
et rédaction d'*Horizons et débats*